

PAR MICHEL SOUDAIS ET  
AGATHE MERCANTE

ARTICLE PARU  
DANS L'HEBDO N° 1551  
DU 2019-05-01 15:00:53

## Yannick Jadot : « L'écologie doit devenir la matrice du projet européen »

Pour Yannick Jadot, l'Europe – avec les régions – est un échelon-clé pour imposer une politique écologique et sociale. Et les traités n'empêchent pas de lutter contre le libéralisme.

L'Europe, c'est son truc. En 2017, Yannick Jadot s'était rallié à Benoît Hamon et avait retiré sa candidature à la présidentielle. Tête de liste d'Europe Écologie-Les Verts, après déjà deux mandats au Parlement européen, l'ancien directeur des campagnes de Greenpeace France se contrefiche désormais de « requinquer la gauche ». Promoteur d'une ligne d'autonomie pour son mouvement, il se montre plus attaché à requinquer une Union européenne en crise, où il souhaite un rééquilibrage entre régions et nations. Politis l'a rencontré le 22 avril, alors qu'il s'apprêtait à aller déposer sa liste au ministère de l'Intérieur. Tout en jugeant les traités qui régissent l'Europe « insatisfaisants », il défend l'idée qu'ils n'empêchent pas d'agir et que le principal obstacle vient des alliances entre les conservateurs, les libéraux et souvent les socialistes. Défenseur d'un nouveau « *traité environnemental* », qui aurait la primauté sur tous les autres, l'écologiste affiche un volontarisme politique assez conforme à l'ambition qu'il affichait en début de campagne de porter sa liste à 15 %.

**Enfin, et c'est une surprise, les Britanniques vont participer à ces élections européennes, en raison du report du Brexit décidé par le Conseil européen. Que vous inspire cette décision ?**

**Yannick Jadot :** Je ne l'ai pas du tout appréciée. On a l'impression que cette Europe est gérée par des boutiquiers qui ont trop souvent, ces dernières années, réduit l'Europe à un marché dont on serait un peu prisonnier puisque le Brexit ne permet pas d'en sortir. J'ai été extrêmement triste de la consultation britannique de 2016. Ce grand pays est quand même aussi un pays qui a souvent bloqué l'UE dans sa dimension sociale, politique, de droits fondamentaux, et qui a agi

en permanence pour réduire l'Union européenne à un marché – « *enough is enough* », disait Thatcher. Aujourd'hui, ma crainte est que la paralysie britannique imprègne totalement les institutions de l'Union. Je préférerais un processus où le Royaume-Uni, ayant voté la sortie de l'UE, en sorte et que nous soyons en capacité de faire évoluer l'Union du point de vue politique, social et environnemental. Et qu'ensuite, dans quelques années, le Royaume-Uni réengage un processus d'adhésion. Là, le risque – les Britanniques l'évoquent assez cyniquement –, c'est qu'ils envoient nombre de députés au Parlement européen pour tout verrouiller. Qu'Angela Merkel joue les petites boutiquières de l'industrie allemande, singulièrement l'industrie automobile, et que finalement Macron laisse passer est inquiétant sur les leçons que l'on tire du Brexit, sur l'affaissement du projet européen et la perspective qu'on s'offre de transformer radicalement l'UE.

### **Que proposez-vous pour la transformer ?**

Qu'on retrouve d'une certaine façon le courage de nos pères fondateurs pour écrire une nouvelle page de l'Union européenne. Évidemment, dans un contexte très différent : on n'est plus à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, mais on est face à des défis immenses, notamment ceux du climat, de la biodiversité, de la solidarité. Pour nous, c'est clairement l'écologie qui doit devenir la matrice du projet européen, et donc redéfinir l'ensemble de ses politiques au regard des impératifs écologistes et sociaux. Alors, il y a dans notre projet plusieurs étapes. Nous avons depuis toujours, en tout cas depuis 2005, le projet d'une constituante. Pas un traité constitutionnel avec des centaines de pages, mais un court traité qui dise le projet de l'Europe, la question des droits humains, la question sociale, la question écologique, et quelles sont les grandes compétences de l'UE. Mais, en amont de cette constituante, nous voulons mettre en place un traité environnemental qui primerait tous les autres traités. Qui, d'une certaine façon, redéfinirait toutes les politiques européennes au regard des impératifs environnementaux et spécifierait les crimes environnementaux. Typiquement, il n'y aura plus de subventions aux énergies fossiles, plus de financement de grands projets d'infrastructures comme le Lyon-Turin puisque, au-delà du fait qu'ils ont des impacts écologiques négatifs, ces projets gaspillent l'argent public.

**Parler de « traité environnemental » tient un peu de l'appellation marketing. En fait, ce serait un traité modificatif qui permettrait de réécrire les deux traités fondamentaux de l'Union (1), mais pour cela il faut l'unanimité des États membres...**

Oui, c'est un processus compliqué. Mais il y a plein d'instruments qui nous permettraient d'être beaucoup plus utiles, plus concrets et plus justes socialement sur la question des migrants ou de l'écologie sans attendre la redéfinition complète des traités.

## **Qu'est-ce qui, dans les compétences actuellement définies dans le traité de fonctionnement de l'Union européenne, devrait changer ?**

Le droit d'initiative du Parlement, la question de la fiscalité... Pour s'attaquer à la concurrence fiscale – ce qu'a fait Eva Joly (2) –, on utilise l'article 116 des traités sur la concurrence déloyale, qui permet d'agir dans le processus classique de codécision, quand la fiscalité requiert l'unanimité. L'énergie doit devenir une compétence européenne pour engager une transition qui nous sorte et du nucléaire et du charbon. Sur la question des migrants, il n'y a pas de compétence européenne, il y a un bout de droit sur le droit d'asile avec les accords de Dublin, qu'il faut absolument changer pour mieux répartir les réfugiés en Europe.

Mais puisqu'un traité nécessite un processus un peu lourd, nous ne voulons pas nous cacher derrière les insuffisances du droit européen pour ne pas agir dans l'immédiat. Plusieurs paquets sont à l'agenda du Parlement européen et des institutions européennes dans les mois qui viennent.

Sur la question du climat, nous voulons que l'argent de la Banque centrale européenne, qui, ces dernières années, a servi à racheter de la dette publique sur le marché secondaire, et finalement à faire gonfler la dette publique et financière, serve à garantir et à racheter des prêts de la Banque européenne d'investissement et des banques nationales d'investissement pour faire un grand plan de transition énergétique. Notre projet de sortir des énergies fossiles et du nucléaire en vingt ans est aussi un projet de paix : l'Europe, au lieu de dépendre de ses fournisseurs d'énergie et d'avoir avec eux des relations géopolitiques parfois perverses – l'UE dépense quasiment 1 milliard d'euros par jour en importation d'énergie –, dépendra plutôt de l'eau, du soleil, du vent, de la géothermie, de la mer, de la biomasse, et non de Poutine, des pétro-dictatures du Golfe, de Trump ou d'Ali Bongo.

Autre grand sujet sur la table : la réforme de la politique agricole commune. Nous voulons sortir des pesticides en quinze ans, du glyphosate immédiatement, et la PAC, qui représente 40 % du budget européen, peut parfaitement servir à accompagner l'ensemble de la politique européenne vers une agriculture paysanne locale et bio. On peut ainsi rendre immédiatement l'Europe utile et concrète, même avant d'avoir gagné sur les traités.

### **Concrètement, comment allez-vous faire ?**

En espérant mobiliser les opinions publiques, qui, pour le moins, ne sont pas très satisfaites des 114 euros que chaque Européen débourse chaque année pour la politique agricole commune.

Pour un résultat où un tiers des paysans ont en France moins de 350 euros par mois pour vivre – avec un suicide tous les deux jours . Où la biodiversité disparaît à un rythme effrayant, où l'alimentation est de plus en plus contaminée et où la disparition des paysans se poursuit. Dans l'année qui vient, il faut absolument que les Européens s'emparent de leur agriculture et de leur alimentation. On est en train de gagner la bataille culturelle sur le glyphosate.

Malheureusement, on n'a pas gagné l'interdiction au niveau des États, mais l'objectif est évidemment, dans la prochaine mandature, de gagner cette interdiction et la réorientation complète de la PAC (3).

En l'absence de groupe politique majoritaire au Parlement européen, il est important d'avoir un groupe le plus puissant possible et aussi le plus cohérent. C'est comme cela que l'on a pu construire des majorités sur la pêche électrique, l'huile de palme – malheureusement, la France a bloqué au niveau du Conseil –, les lanceurs d'alerte, la démocratie en Hongrie... Sur tous ces sujets-là, la force et la cohérence de notre groupe nous permettent parfois de convaincre d'autres députés et de construire des alliances. Sur la pêche électrique, on a travaillé avec Younous Omarjee (4). On avait déjà gagné sur la pêche en eau profonde avec Bloom (5), d'ailleurs contre les socialistes français, et à un moment donné une partie de la droite a voté contre la pêche électrique. C'est comme cela qu'on gagne.

Il reste 55% de l'article à lire.